

La nouvelle plate-forme (programme?)
de la Direction nationale de Québec solidaire

Le refus de confronter le capitalisme néolibéral et fédéral

TABLE DES MATIÈRES	
Être à gauche ou au centre-gauche ?	page 4
Vers un NPD à la québécoise ?	page 5
Écologisme enlisé dans l'ornière des lobby de l'or blanc, du vent et du ciment	page 6
Forêts et agriculture abandonnés aux papetières et aux trust agroalimentaires	page 10
Ne pas nuire à Québec Inc.	page 12
Des réformes sociales créatrices de compétitivité et de marchés sans risques	page 14
La crise ? Quelle crise ?	page 16
Pour un keynésianisme anticapitaliste	page 19
Une indépendance anticapitaliste et internationaliste...	page 21
...fondée sur la démocratie participative, politique et économique	page 23
La souveraineté à toutes les sauces	page 25
Pour un Québec solidaire anticapitaliste et indépendantiste	page 27

Marc Bonhomme

Février 2008

« On ne veut pas détruire le capitalisme, on veut juste trouver des projets innovateurs pour créer une richesse qui n'irait pas au privé » de dire le porte-parole en second de Québec solidaire au journal La Tribune de Sherbrooke (31 janvier 2008). Cette cohabitation avec le néolibéralisme, forme réellement existante du capitalisme, alors que les Statuts clament que « Québec solidaire rejette clairement le néolibéralisme... » (article 2) traduit fort bien le fil de plomb politique de la proposition de plate-forme de la direction nationale et de la commission politique au congrès de Québec solidaire du début mars 2008. Ce faisant, la nouvelle mouture de la plate-forme renonce au plein emploi écologique en se taisant complètement tant sur la réduction du temps de travail — elle suggère même la semaine de 40 heures, une régression, pour les travailleuses au salaire minimum — et sur les fermetures de manufactures, sauf à les refiler à des coopératives de travailleuses, que sur les développements autoroutier, hydroélectrique et nucléaire sans même se prononcer sur les cibles après-Kyoto, pourtant enjeu écologique de l'heure.

Si on y ajoute la mutation de la revendication pour l'indépendance nationale — expression que la direction de Québec solidaire a toujours refusé d'employer sauf démagogiquement de temps à autre en campagne électorale — en « *souveraineté populaire* » comme en témoigne le communiqué de presse annonçant le congrès (22 janvier 2008) qui va jusqu'à escamoter la « souveraineté nationale », la boucle est bouclée. La souveraineté populaire est certes une condition nécessaire à la conquête de l'indépendance nationale mais elle n'est pas suffisante. Cette conquête requiert absolument un profond et vaste mouvement de la rue porteur d'un projet de libération à la fois nationale et sociale, comme dans la période 1960-1976, guidé par un parti qui ne soit pas un éteignoir comme le fut alors le PQ mais par un parti dont le fer de lance programmatique est l'indépendantisme anticapitaliste.

Last but not least, la transformation de la plate-forme en mini-programme de gouvernement, jusqu'à revendiquer la diffusion de « La soirée du hockey », sabote la démocratie interne du parti en court-circuitant le processus de construction du programme voté au Conseil national de l'automne 2007 et qui doit s'étendre jusqu'en 2009. Pire, cette transformation rejette à l'arrière-plan l'engagement d'être « *sur le terrain des luttes sociales* » (article 2) — Québec solidaire, contrairement au NPD, n'avait même pas de bannière à la manifestation montréalaise du Forum social québécois en janvier 2008 — qui requiert une plate-forme de combat.

Une telle plate-forme, axée sur un ensemble de revendications pointues d'urgence sociale basées sur une orientation sous-jacente de rupture avec le néolibéralisme et avec le fédéralisme, ouvre des brèches anticapitalistes et indépendantistes. Elle le fait en répondant immédiatement, clairement et concrètement aux problèmes conjoncturels et structurels de l'heure. Il s'agit de contrer l'imminente crise économique qui risque d'être longue et profonde, en répondant aux besoins pressants du peuple travailleur : sortir de la pauvreté, être pourvu de logements bon marché et de services publics gratuits et adéquats, arrêter la montée de l'effet de serre sans saccager les écosystèmes ni jouer à la roulette russe avec la planète et tout en arrêtant les gaspillages de ressources et les pollutions.

Être à gauche ou au centre-gauche ?

Il n'est pas nécessaire d'établir le caractère néolibéral du parti Libéral du Québec (PLQ) ou de l'Action démocratique du Québec (ADQ). Il est malheureusement encore nécessaire de le faire pour le Parti Québécois (PQ) même après la politique de déficit zéro du gouvernement Bouchard, en *concertation* avec les directions syndicales, et les coupures d'impôt du gouvernement Landry, en diapason avec les mêmes politiques des Libéraux fédéraux du gouvernement Chrétien-Martin.

Les deux derniers chefs du PQ n'ont en rien démenti ces politiques. On se souvient du refus d'André Boisclair de « *fédérer les insatisfaits* » au lendemain de l'adoption de la loi 142 contre les syndicats du secteur public et para-public, de sa volonté de « *soulager le capital* » pour faire du Québec « *l'endroit au monde où le capital est le mieux accueilli* », de son engagement à « *mettre fin au copinage entre le Parti Québécois et les chefs syndicaux* », de trouver conseil auprès de l'Institut économique de Montréal et de son rejet de la nationalisation de l'éolien contre la volonté du conseil national du PQ.

Qu'annonce la nouvelle chef du PQ à part sa volonté de laisser tomber toute stratégie souverainiste sauf d'en parler de temps à autre et de bilinguiser le système public d'éducation ? Elle annonce à la Chambre de commerce « *que son programme économique inclura* "une fiscalité plus compétitive de nos entreprises, des stimulants à l'investissement sous forme de crédit d'impôt, ... l'élimination de la taxe sur le capital ... et ...le rétablissement des crédits d'impôt stimulant les investissements structurants". *Elle prévoit aussi une réduction des taux d'impôts des particuliers – et d'augmenter la taxe régressive qu'est la TVQ.* » (Raymond Favreau, document de formation d'ATTAC-Québec sur la fiscalité).

Face aux plus évidentes propositions de privatisation et de ticket modérateur du rapport Castonguay, le PQ se tait. Pour la nouvelle chef, il faut redonner la priorité à la « *création de la richesse* » avant sa redistribution, ce qu'étonnamment appuie la porte-parole en chef de Québec solidaire en précisant « *oui à la création de la richesse* », mais « *responsable* » (Le Devoir, 4 février 2008). De renchérir le porte-parole en second en parlant du tournant identitaire du new PQ à la ADQ : « *Je ne reconnais pas Mme Marois dans ses prises de position, a lancé Amir Khadir. Parfois, je me demande qui la conseille. Quand elle dit: "On est trop accommodants", il est clair que le choix de mots n'est pas innocent, a-t-il déploré.* ».

Pourquoi toutes ces perches tendues à la direction péquiste alors que c'est la parti à battre électoralement pour gagner les deux comtés super prioritaires de Mercier et de Gouin ? Est-ce une suggestion d'entente électorale parce que les sondages sont relativement mauvais pour Québec solidaire et meilleurs pour le PQ ? Ne doutons pas que si les sondages se renversaient, la porte-parole en chef retrouverait sa verve anti-péquiste d'il y a peu qui se combinait avec une certaine mansuétude vis-à-vis les Libéraux. L'électoralisme, comme l'argent, n'a pas d'odeur.

Les connivences avec le PQ seraient-ils plus profondes qu'il n'en ont l'air ? Peut-être que le néolibéralisme plus interventionniste du PQ n'est-il pas si différent du social-libéralisme de la direction de Québec solidaire ? Assistons-nous à une autre répétition de la catastrophe que fut la gauche du XX^{ie} siècle tant social-démocrate que communiste, laquelle catastrophe a continué sa course par le tournant néolibéral de l'ANC sud-africaine et celui du PT brésilien ? La question mérite d'être posée d'autant plus que les expériences vénézuélienne et bolivienne, à court du carburant des mobilisations populaires, inquiètent de plus en plus. Il est crucial d'empêcher que Québec solidaire, le premier parti de gauche de masse au Québec depuis un siècle, ne devienne la quatrième roue du carrosse néolibéral même si ce serait sous la forme d'un « néolibéralisme à visage humain ».

Vers un NPD à la québécoise ?

On n'a qu'à considérer l'expérience du NPD au Canada anglais pour se rendre compte du cul-de-sac dans lequel la gauche québécoise pourrait se fourvoyer si elle laissait l'actuelle direction de Québec solidaire consolider sa position sociale-libérale dans le parti. Depuis trois quarts de siècle au Canada anglais, ce parti ou son prédécesseur, le CCF, ont manœuvré pour « électoraliser » la révolte sociale quitte à adopter un programme très radical à sa fondation en 1931 (Manifeste de Régira), lequel passerait aujourd'hui pour gauchiste, quitte à s'en débarrasser au gré des changements de conjoncture. Durant le sommet de la guerre froide, la référence à une économie socialisée et planifiée fut remplacée par la keynésienne économie mixte de marché (Déclaration de Winnipeg en 1956), orientation sur laquelle fut fondé le NPD en 1961 sur la base d'une alliance avec la direction syndicale du Conseil du travail du Canada.

Il faut dire que l'expérience du pouvoir en Saskatchewan depuis 1944 avait préparé le terrain. Le CCF s'y révéla comme un parti de « Libéraux pressés » pas si pressé car il fallut attendre 17 ans pour qu'il introduise son programme d'assurance santé universelle, la première province à le faire, mythique réputation sur laquelle le NPD carbure depuis lors. Si, en novembre dernier, le NPD a perdu le pouvoir en Saskatchewan après 16 ans de règne, c'est qu'il avait réduit les impôts des entreprises, fermé des hôpitaux ruraux, laissé grimper les frais de scolarité universitaires au troisième rang des provinces et démontré beaucoup de désinvolture au sujet de l'environnement. De social-démocratie du gouvernement Tommy Douglas, on était passé au social-libéralisme du gouvernement Lorne Calvert.

À maintes occasions depuis 1944, le NPD/CCF a conquis la majorité électorale dans quatre provinces dont les deux plus importantes du Canada anglais, l'Ontario (1990-95) et la Colombie britannique (1972-75, 1991-2001). La gestion tout à fait néolibérale et même quelque peu corrompue, en Colombie britannique, de ces deux gouvernements provinciaux n'ont pas peu contribué à ruiner l'électivité du parti fédéral en le faisant passer de son zénith historique de 20% du vote en 1988 à son nadir de 7% à l'élection suivante de 1993. Y a aussi contribué le cours social-libéral du parti fédéral lui-même qui avait laissé le parti Libéral, sous la direction de John Turner, devenir le champion,

populiste et momentanément il va sans dire, de la lutte contre le libre-échange lors de cette élection de 1988.

Finalement, cette élection de 1988 fut pour le NPD une victoire à la Pyrrhus entraînant, à partir de 1989, une crise d'orientation et de direction qui ne fut résolue, après avoir flirté avec le blairisme, qu'en 2003. Sous une nouvelle direction, le parti a pris un tournant vert puis pacifiste tout en revigorant un keynésianisme rendu crédible, d'un point de vue social-libéral, par les surplus budgétaires fédéraux. La balance du pouvoir, à partir de 2004, permit à un NPD aux allures plus altermondialistes des gains tactiques en forçant les Libéraux à quelque peu augmenter les dépenses sociales, à les pousser à formellement renoncer au bouclier anti-missile tout comme à adopter, sans mesures ni budget à l'avenant, le protocole de Kyoto, d'autant plus que le parti Vert revigoré poussait lui aussi à la roue.

Cependant, comme pendant le gouvernement minoritaire Libéral de 1972-74, l'électoratisme finit par l'emporter sur le programme en amenant le NPD à sauver la mise du gouvernement Conservateur dont l'abandon des objectifs du protocole de Kyoto avait mis fin à sa lune de miel avec l'électorat. Depuis, essayant de se refaire une virginité, particulièrement grâce à sa nouvelle position sur l'occupation de l'Afghanistan, il a passé la patate chaude du soutien au Conservateurs au Bloc qui l'a refilé aux Libéraux. Cerise sur le gâteau, son nouvel affirmationnisme écologique — sans cependant s'opposer au développement des sables bitumineux de l'Alberta — pacifique — en fermant les yeux sur la mise au point du chef qui interprète la demande du retrait des troupes de l'Afghanistan comme seulement un retrait de la zone de Kandahar — et social — respectueuse de l'équilibre budgétaire — a permis une percée au Québec sans que le parti n'ait à clarifier sa politique de zigzags sur la question nationale québécoise.

Un examen attentif de la nouvelle plate-forme de la direction de Québec solidaire soumise au congrès de mars (NPF) au regard des impératifs des crises écologique, économique et internationale qui envahissent le ciel néolibéral, et des besoins pressants et urgents du peuple travailleur, laisse voir une adaptation sociale-libérale à la NPD.

Écologisme enlisé dans l'ornière des lobby de l'or blanc, du vent et du ciment

Selon Greenpeace-Canada, se basant sur le dernier rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) issu de l'ONU,

« ...pour maintenir l'augmentation de la température moyenne de la Terre sous cette barre des 2°C, il faut ramener les émissions mondiales de GES au niveau de 1990 dès 2020, puis il faudra les réduire encore de 50 % d'ici 2050.

« Pour le Canada et les autres pays industrialisés, l'objectif est encore plus radical : toujours par rapport au niveau de 1990, il faut réduire les GES de 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050. »

Loin d'aller dans la direction recommandée par cette organisation spécialisée de l'ONU, selon Philippe Ciais, du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, responsable pour le GIEC des liens entre le système climatique et la biogéochimie,

« Nos émissions de gaz carbonique [pour le monde] ont augmenté de plus de 3 % par an entre 2000 et 2005, contre moins de 1 % entre 1990 et 1999. » Pire, selon le dernier rapport d'Environnement Canada, le Canada en 2005 émettait 33% de plus de gaz à effet de serre (GES) que sa cible assignée par l'accord de Kyoto pour la période 2008-2012 ou 25% de plus que le niveau de 1990.

Le Québec, parce qu'il n'extrait pas d'énergie fossile, particulièrement de pétrole bitumineux, même si on en cherche, et qu'il a fait le choix politique de l'hydroélectricité pour l'énergie industrielle et pour le chauffage lors de la *révolution tranquille* s'en tire mieux avec des émissions en 2005 de 5% au-delà du niveau de 1990, soit environ 10-12% au-delà de la cible de Kyoto. Cependant, selon l'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2005, « [l]a hausse des émissions de GES observée entre 1990 et 2005 est principalement attribuable à celle des émissions dans le secteur du transport, lesquelles ont augmenté de 24,8 %. » ce à quoi il faut ajouter « [l]e chauffage des bâtiments [...] où l'on note une augmentation de 8,7 % depuis 1990. »

Pour atteindre la cible de 2020 assignée par le GIEC, la stratégie qui s'impose est limpide, soit abaisser rapidement et drastiquement l'usage des énergies fossiles spécialement pour le transport des personnes et des marchandises et lui substituer l'électricité dans le cadre d'un passage d'un système individuel privé à un système collectif public. Cette électricité supplémentaire proviendrait surtout du gisement en efficacité énergétique du chauffage des bâtiments complété par le recours à l'éolien et au solaire d'origine public ou communautaire. Cependant, la grande priorité des GES ne justifie aucunement l'abandon d'autres dossiers importants (déchets, pluie acide, cyanobactéries) et encore moins la substitution d'une source anti-écologique par une autre comme l'hydroélectricité. Plus précisément, un tournant pour un développement durable au-delà du slogan, signifie :

- Interdire au moins dans les grandes villes et leurs banlieues l'usage de l'automobile individuelle d'ici 2020, soit dans 12 ans, en passant par des étapes intermédiaires de restriction de la circulation automobile dans les centre-villes en commençant par les véhicules les plus énergivores et à densité de passagers les moins grandes.
- Construire un réseau de transport en commun urbain, électrifié et d'usage gratuit, qui assure d'ici 2020 au moins dans les grandes villes et leurs banlieues la totalité du navettage au travail et l'accès en tout temps aux centres d'approvisionnement et de loisirs. Assurer dans la période transitoire un réseau de parcs de stationnement incitatifs pour les banlieusards et de voies prioritaires pour le transport en commun.
- Développer d'ici 2020 un système de transport interurbain collectif, électrifié au maximum et bon marché, complété par un parc public ou communautaire de location d'automobiles hybrides puis électriques qui serait aussi disponible dans les grandes villes et leurs banlieues dans la période de transition.
- Interdire d'ici 2020 le transport des marchandises par camions à moins qu'ils ne soient à énergie hybride sinon totalement électrique et intégré à un réseau

national et public de transport intermodal basé sur le cabotage maritime et le rail.

- Interdire tout nouveau développement autoroutier dont le prolongement des autoroutes 25 et 50 et la conversion de la rue Notre-Dame en autoroute.
- Interdire dès maintenant dans les grandes villes et leurs banlieues la construction de logements détachés et même en rangée. En corollaire, interdire tout changement d'usage de terres agricoles et obliger le développement de tout terrain urbain vacant dans le cadre de la planification urbaine publique sous peine d'expropriation.
- Introduire dès maintenant un code du bâtiment qui rende obligatoire les technologies les plus efficaces de conservation de l'énergie et d'intégration du solaire passif et actif. En corollaire, former tout le personnel concerné aux nouvelles normes et aux nouvelles techniques.
- Lancer dès maintenant, pour se terminer en 2020 ou avant, un programme de rénovation et d'élévation aux nouvelles normes de tous les bâtiments du Québec, en commençant par les institutions publiques et para-publiques, et sans pénaliser les locataires.
- Lancer dès maintenant une réforme de l'urbanisme qui assure la mixité des fonctions urbaines de sorte à maximiser les trajets pédestres et cyclistes et celle des relations ville-campagne de sorte à maximiser les marchés agricoles urbains et le jardinage urbain.
- Développer dès maintenant avec l'accord obligatoire et l'implication en termes d'emplois et de redevances des nations Cri, Innu et Inuit de vastes complexes publics de parcs éoliens articulés aux réservoirs hydrauliques nordiques et de la Basse Côte Nord.
- Interdire tout nouveau développement hydroélectrique, dont La Romaine et la Rupert, toute recherche d'énergie fossile et tout port méthanier dont Rabaska et Gros Cacouna.
- Interdire le développement du réseau de gaz naturel sauf comme mesure transitoire en tant que substitut aux produits pétroliers et au charbon et seulement en cycle combiné.
- Démanteler à court terme la centrale nucléaire de Gentilly.
- Pour la période de transition, par mesure de sécurité économique, étant donné que le « pic » pétrolier a probablement été atteint ou le sera bientôt, et politique, étant donné la dépendance du Québec, constituer une réserve pétrolière stratégique et faire des ententes d'État à État avec certains pays producteurs tels le Venezuela.
- Donner la priorité de la recherche-développement à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables particulièrement dans le domaine du transport mais aussi du bâtiment, des procédés industriels et de l'agriculture.
- Fixer un objectif de déchet zéro d'ici 2020 avec étapes intermédiaires et interdiction de projets de « valorisation » telle l'incinération, la récupération

des gaz des sites d'enfouissement et des lisiers porcins n'étant qu'une mesure transitoire.

- Renforcement des normes contre les pluies acides et campagnes au Canada anglais et aux ÉU pour leur application.

La crise mondiale de l'équilibre écologique requiert une révolution écologique à moyen terme qui pour réussir doit immédiatement être mise en œuvre. C'est ce que ne comprend pas et ne propose pas la NPF. Elle ignore complètement tant les objectifs de Kyoto que ceux de l'après-Kyoto qui sont pourtant le grand sujet de débat international de l'heure avec la question des guerres et des occupations du Moyen-Orient. Il ne faut donc pas se surprendre que Québec solidaire ait été aussi absent du pendant québécois de la manifestation mondiale sur l'après-Kyoto de décembre 2007.

Pour ne pas s'opposer à Québec Inc. très présent dans le développement de l'hydroélectricité qui détruit les écosystèmes de nos rivières, petites et grandes, la NPF qualifie « d'énergie renouvelable », sans plus, l'hydroélectricité et oublie le nucléaire. Certes, la direction nationale de Québec solidaire (DN) avait dû se rallier à la nationalisation de l'éolien que la base avait imposé suite à une décision similaire du Conseil national du PQ — renié ensuite par le chef péquiste d'alors — lui-même poussé par la campagne de la FTQ et des syndicats d'Hydro-Québec.

La DN, comme le chef péquiste, a renié elle aussi à sa façon la décision de son Conseil national : il était clairement dit dans l'argumentaire électoral du printemps 2007 que « *seuls les futurs projets seront nationalisés. Les compagnies existantes pourront continuer leurs activités.* » Or on ne peut nationaliser que les actifs privés déjà construits et non pas le vent ! À son passage à « Maisonneuve à l'écoute » durant la campagne électorale, la porte-parole en chef a insisté qu'il ne fallait pas que les profits de l'éolien s'en aillent à l'extérieur du Québec laissant ainsi la porte ouverte à la propriété d'éoliennes par la PME québécoise dans le cadre d'appels d'offre ou de sous-traitance d'Éole-Québec. La rejet des PPP par la NPF n'exclut en rien d'autres types de rapport avec le privé.

On est d'ailleurs surpris de la plus grande importance accordée aux énergies renouvelables qu'à l'efficacité énergétique dans la NPF alors que cette dernière est le cœur de tout virage écologique et la première seulement son complément. Le passage à la généralisation du transport collectif électrifié dans une trame urbaine conviviale avec mise à niveau technologique de l'isolation des bâtiments, de l'éclairage et de la machinerie peut faire épargner 50% et bien au-delà de la consommation énergétique actuelle tout en améliorant confort et bien-être. Est-ce là une autre concession à Hydro-Québec et à ses sous-traitants et fournisseurs ?

On se réjouit de la promesse d'un budget de 1.2 milliard \$ l'an au transport en commun sur cinq ans — le seul et unique engagement chiffré des cinq « grands chantiers écologiques » et qui en plus n'est pas récurrent — environ trois fois plus que ce qui est prévu pour le transport en commun dans l'actuel programme gouvernemental des infrastructures de 30 milliards \$ sur cinq ans. Cependant, ce seul engagement

monétaire écologique est à peine plus que ce que promettent les Libéraux si on y ajoute leur engagement de dix stations supplémentaires au métro de Montréal.

On a certes là une inflexion vers davantage de transport en commun mais sans se différencier qualitativement et à peine quantitativement des Libéraux ou du plan du maire de Montréal, d'autant plus que la NPF ignore complètement la question du développement autoroutier y compris le rejet du prolongement de l'autoroute 25 et l'élargissement de la rue Notre-Dame auquel pourtant s'oppose la section d'Hochelaga-Maisonneuve. Est-ce parce que on ne veut pas déplaire au lobby de l'asphalte et du ciment malheureusement soutenu par les syndicats de la construction ? Et pourquoi ce silence sur les ports méthaniers ? Pour les mêmes raisons ?

Forêts et agriculture abandonnés aux papetières et aux trust agroalimentaires

Quels pouvoirs réels auront ces « *comités forestiers locaux* » qui seront les otages des papetières exerçant un chantage permanent à l'emploi. Par contre, les papetières seront bien trop heureuses, comme l'a montré le dernier sommet sur la forêt qui s'est prosterné à leurs pieds, de refiler à l'État, qui lui le refilera aux régions dixit le livre vert (sic) sur la forêt, la gestion de forêts en rupture de stock. En retour, ces pilleurs de la forêt obtiendront un approvisionnement garanti par l'intermédiaire du « libre marché » assurant un pillage encore plus à blanc que ne le permet actuellement le régime des CAAF. Le bilan de pillage des monopoles de la forêt justifient amplement leur expropriation sans compensation.

Leurs actifs doivent être pris en charge conjointement par le gouvernement, leurs travailleurs et les communautés locales et autochtones dans le cadre d'un plan national d'exploitation écologique multi-usages. Libéré de la mainmise des papetières, ce plan ne serait pas dominé par la coupe et comprendrait des parcs, de réelles réserves fauniques et des fermes forestières collectives et familiales qui auraient un prix garanti et viable pour une foresterie écologique. Combiné à l'agriculture et à l'aquaculture écologiques — la NPF reste silencieuse sur la pêche — et à la transformation sur place des ressources, ce plan serait la base économique du développement des régions agricoles et ressources.

Par communiqué de presse, la DN fait un éloge quasi dithyrambique du rapport sur l'avenir agricole et agroalimentaire, au soutien aux agricultrices près. Elle ne remarque pas que ce rapport, qui est à cent lieux d'une politique gouvernementale, ne réclame pas un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) comme le fait pourtant la NPF mais qu'il accepte les OGM à quelques zones d'exception près. Elle ne remarque pas non plus que ce rapport encourage la production anti-écologique des bio-carburants même à base de maïs, sujet sur lequel, il est vrai, la NPF reste silencieuse. Le rapport nous informe que « *l'endettement sans précédent des agriculteurs* », relativement plus important de 50% qu'en Ontario et plus du triple qu'aux ÉU et qui « *a doublé au cours des dix dernières années* », provoque « *la baisse des revenus agricoles* ». Cette baisse a obligé les ménages agricoles, particulièrement la conjointe, à travailler à l'extérieur de la ferme pour les deux tiers de leurs revenus afin de se

maintenir à flot. La DN ne remarque même pas que cet endettement et ses conséquences bloquent la révolution agro-écologique des fermes familiales.

Le noble but de la « souveraineté alimentaire », dont la définition n'est pas plus précise que celle de « développement durable », par une révolution agro-biologique sur la base de « *circuits courts de distribution* », à moins de la confiner marginalement à quelques produits maraîchers et du terroir à la Équiterre comme le souhaite la commission Pronovost, restera prisonnière de l'endettement. Cette révolution est impossible sans libérer l'agriculture familiale et coopérative, entendons celle réellement contrôlée par ses membres et non pas celle anti-syndicale à la Coop fédérée/Olymel, des griffes des banques et de Desjardins. Le moyen serait un moratoire sur le remboursement de la dette des fermes familiales et une re-nationalisation des quotas, « *l'une des plus lourdes hypothèques qui pèsent sur l'agriculture québécoise* », au prix coûtant lesquels lestent 60% de la valeur marchande de la ferme laitière moyenne et dont le coût prohibitif bloque la relève.

La DN ne réalise pas que les quotas ainsi libérés de l'emprise du capital pourraient être démocratiquement redistribués. Cette redistribution nécessiterait le cadre d'une planification des productions agricoles et agroalimentaires sur la base d'un système de gestion contingentée de l'offre débureaucratisée et généralisée à l'ensemble des productions. Cette débureaucratization appelle une Financière agricole contrôlée par l'ensemble des acteurs du monde agricole, des syndicats d'agriculteurs aux organisations de consommation en passant par les coopératives, le MAPAQ, les syndicats des travailleurs de l'agroalimentaire et les entreprises concernées. Le maître d'œuvre en serait un MAPAQ redynamisé par un apport budgétaire adéquat, ce qui lui permettrait de reprendre le contrôle des indispensables services-conseils, encadrant et formant les agriculteurs, des mains des institutions financières et des monopoles de la chimie. S'y ajouterait un financement adéquat de la Financière agricole pour qu'elle se substitue aux banques et à Desjardins. Ces deux dernières conditions, indispensables au succès de l'opération, nécessitent, il va sans dire, tant une radicale réforme fiscale qu'une mainmise publique sur les institutions financières.

Ce n'est pas le monopole syndical de l'UPA qui étouffe l'agriculture du Québec mais les monopoles combinés du capital financier, de la chimie et de la distribution alimentaire plus concentrée au Québec qu'au Canada anglais et aux ÉU avec trois grandes entreprises qui contrôlent 95% du marché, auxquels s'ajoute de plus en plus l'intégration qui réduit la ferme familiale en sous-traitance. Le flirt de l'UPA avec l'ouverture des marchés, encouragée par le gouvernement péquiste d'alors, a brutalement atterri... sur la plancher des vaches avec les catastrophes combinées de la production du porc et de la maladie de la vache folle sans compter le développement des succédanés et des dérivés du lait hors quota. Confrontée à un libre-échange qu'elle ne maîtrise pas et au surendettement de ses membres, l'UPA a fortement tendance à se crispier dans la défense des acquis, à freiner l'éco-conditionnalité et à ossifier sa direction des plans conjoints de mise en marché qui financent ses fédérations spécialisées.

Sans doute l'UPA doit-elle partager la direction de la Financière avec d'autres acteurs, assouplir le fonctionnement des plan conjoints en système de régulation des coûts et

des prix qui permettent la différenciation des produits et le bon fonctionnement des coopératives et accepter le pluralisme syndical. Mais l'UPA n'est pas l'ennemi. Il ne faut pas se tromper de cible. Autrement son affaiblissement risque de bénéficier non pas à l'Union paysanne, très affaibli et pas toujours claire sur les rapports entre gestion de l'offre et libre marché, lequel est trop idéalisé en sympathiques mais marginaux marchés publics, mais aux monopoles financiers et agroalimentaires.

La NPF, pas plus d'ailleurs que le rapport sur l'avenir agricole et agroalimentaire, ne touche au problème crucial de l'hyper-concentration de la distribution et à peine à celui de la transformation aussi passablement concentrée pour laquelle le rapport Pronovost recommande des aides de toutes sortes afin qu'elle devienne mondialement plus compétitive. Comment faire un écologique tournant souveraineté alimentaire à circuit court de distribution en laissant trois monopoles, dont deux contrôlés hors Québec, commander l'essentiel de la distribution alimentaire ?

Avec l'aide des syndicats de l'agroalimentaire, des groupes de consommation et des professionnels de l'alimentation, il faut pour le moins étroitement contrôler leurs filières d'approvisionnement pour privilégier la production québécoise. S'imposerait aussi le contrôle de leurs politiques de prix de sorte qu'il y ait une péréquation en faveur des produits biologiques certifiés pour qu'ils deviennent graduellement les moins chers avec le développement de la production québécoise qui maintenant ne peut approvisionner que moins de 20% de ce modeste marché. Finalement, il faudrait s'assurer la mise en marché qui assure l'accessibilité à pied des points de vente dans le cadre de la planification urbaine, qui multiplie l'information sur la qualité des produits et qui incite à la réduction de la consommation des viandes.

Ne pas nuire à Québec Inc.

L'écologisme vert pâle de la DN pour ne pas nuire à Québec Inc., affaibli par la contre-offensive canadienne-anglaise et étasunienne dans la filière agroalimentaire, les pâtes et papiers et plus récemment par les déboires de la Bourse de Montréal et ceux de Québecor, se traduit dans la conception de la Caisse de dépôts et placement que propose la NPF. Le rôle de la Caisse doit toujours être le soutien de l'entreprise privée mais seulement si elle est écologique, sociale et syndiquée. La mode n'est-elle pas à la compétitivité écologique des entreprises, aux codes d'éthique et à la concertation avec les chefs syndicaux pour éviter les explosions sociales ? On retrouve là le mythe de la *bonne* entreprise privée du Manifeste des solidaires qu'ont initié et signé en 2005 les deux porte-parole actuels de Québec solidaire :

- « 1. Soutenir les entreprises qui répondent à des critères d'utilité sociale et d'intérêt général, des entreprises qui ont une conscience écologiste et sociale, ...
- « 5. Redonner sa mission à Hydro-Québec [...] de donner aux entreprises québécoises un avantage économique sur leurs concurrentes. »

Pour ne pas s'opposer à Québec Inc., la NPF ne s'oppose pas aux fermetures d'usines et autres congédiements massifs. On n'interdit pas ces pratiques pour les compagnies rentables. On n'en tient pas responsables les concurrents des entreprises en

banqueroute qui pourtant profitent de la situation en s'accaparant leur marché. N'est-ce pas à ces gagnants d'assumer le salaire des congédiés et leur recyclage jusqu'à l'obtention d'un nouvel emploi au même salaire et conditions de travail ? On se contente de refiler les actifs désuets à des coopératives de travailleurs dont on devine le niveau d'emploi, les salaires et les conditions de travail pour faire face à la concurrence.

Quant à revendiquer la diminution de la semaine de travail sans diminution de salaire et avec emploi compensatoire, indispensable mesure pour atteindre le plein emploi dont il n'est nullement question, ce serait là, sans doute, saper la capacité concurrentielle de Québec Inc. sur le marché mondial. Donc motus et bouche cousue. On est par contre très loquace sur la promotion de *l'économie sociale*, à la fois déversoir des pots cassés des coupures des services publics, matrice de mauvais salaires et mauvaises conditions de salaire sauf pour les gestionnaires, et faire valoir de précaires subventions publics et d'aumônes des fonds privés de charité. La DN promeut-elle une économie à deux vitesses ?

La DN s'inscrit plutôt dans le camp des néolibéraux à la suédoise qui sur la base de la concertation avec les directions syndicales et de l'interventionnisme étatique, particulièrement dans la formation de la main d'œuvre et dans la modernisation de l'entreprise par la recherche-développement, cherchent à se tailler une place de gagnant sur le marché mondial. On ne doit pas s'étonner que la NPF ne contienne non seulement aucune référence au néolibéralisme mais se contente de « *viser le remplacement* » de l'ALÉNA au lieu de s'en tenir au « Non à l'ALÉNA » voté par le Sommet des peuples de Québec en avril 2001, oubliant qu'un avis légal de six mois suffit pour s'en retirer. Pour ce qui est du retrait des pactes militaires tels l'OTAN et NORAD, on ne trouve absolument rien dans la NPF malgré le but affiché de « *promouvoir la paix* » et même de ne pas participer « *...directement ou indirectement aux guerres d'agressions et d'occupation impérialistes...* ».

Après l'entreprise privée socialiste, pourquoi pas le bellicisme pacifiste et anti-impérialiste ! Mais est-ce que l'interventionnisme humanitaire de l'ONU, ou plutôt de son Conseil de sécurité, est jugé anti-impérialiste par la DN ? Comme la NPF ne dit rien sur les guerres du Moyen-Orient sauf sur le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan — mais il a fallu une pression de la base et une crise au sein de la DN pour que celle-ci se mette à la remorque du NPD — on peut en douter. Encore récemment (radio de Radio-Canada, 10 février 2008), le porte-parole en second enjoignait les Libéraux à défaire la résolution des Conservateurs sur l'Afghanistan sans en rien rappeler la position de retrait immédiat. Il faut dire que la NPF ne précise aucune date ni ne réclame non plus un retrait immédiat, contrairement au NPD et même au nouveau parti Indépendantiste qui n'a pourtant rien de gauche lui qui réclame ouvertement que le Québec appartienne tant à l'ALÉNA qu'à l'OTAN. De plus, la NPF s'oppose seulement à l'intervention canadienne, pas nécessairement à l'intervention de l'ONU et de l'OTAN.

Des réformes sociales créatrices de compétitivité et de marchés sans risques

À force de vouloir une chose et son contraire, on ne sera pas étonné que la lutte contre la pauvreté s'arrête à mi-chemin. Aux travailleuses pauvres, on propose le salaire minimum au seuil de faible revenu de Statistique Canada seulement si elles travaillent au-delà de la semaine normale de 37.5 heures du secteur public et de beaucoup de grandes d'entreprises privées syndiquées. Cette demande équivaut plus ou moins à ce qu'a déjà voté pour 2010 le gouvernement Libéral ontarien qui ne se prétend pourtant pas antilibéral. Quant aux sans travail qui ne jouissent plus de la protection d'assurances sociales, elles auront par le fait même moins que ce seuil.

On ne doit pas alors s'étonner que la NPF ne propose aucun chiffre qui laisserait voir la faille. On aurait pu au moins proposer ce que reçoivent actuellement les personnes âgées bénéficiaires du supplément fédéral de revenu garanti, soit en tout un peu plus de 1 100 \$ indexés par mois. Au moins, la NPF propose dorénavant la réalisation de 10 000 logements sociaux par an sur cinq ans au lieu du 4 000 à 8 000 de l'ancienne plate-forme, s'ajustant ainsi à la nouvelle revendication du FRAPRU. Il faut dire que comme ces logements seront construits par l'entreprise privée, elle ne s'en plaindront pas, surtout que s'annonce un ralentissement de la construction domiciliaire qui pourrait devenir sévère. En tout et partout, on est loin de la revendication du mouvement social de « pauvreté zéro. »

On se réjouit que sensibilisée par la campagne syndicale pour la santé publique, la DN non seulement s'oppose à la privatisation directe et aux PPP, mais aussi propose l'extension de la santé publique aux « *soins dentaires de base et des examens d'optométrie* » — pourquoi seulement « de base » et aux « examens » — et à d'autres services. Il faut cependant remarquer que la bourgeoisie canadienne a constaté comment le système de santé essentiellement privé des États-Unis est cher, inefficace et surtout un lourd boulet à traîner pour la compétitivité mondiale des transnationales manufacturières étasuniennes. Elle est donc plutôt favorable au système de santé publique... en autant qu'on peut en minimiser les frais de fonctionnement par des frais d'usager de toute sorte et qu'il y ait une deuxième vitesse pour les riches, y inclus les riches non-Canadiens, et de lucratifs contrats de construction, de fournitures, particulièrement de médicaments, et de sous-traitance de sorte à donner un marché large et garanti à « l'industrie de la santé ».

Il n'est pas sûr que la DN ait fermé complètement la porte à la privatisation. Elle ne s'oppose pas à la *castonguette* en n'exigeant pas la salarisation des médecins. Elle s'accommode ainsi du système réellement existant de cliniques médicales privées. Ces cliniques sont un réseau de PME qui bloque le développement des CLSC et de la prévention et qui sert de base au néolibéralisme pour prendre d'assaut le système public en se transformant en petits hôpitaux au fur et à mesure des concessions législatives et réglementaires. Le rapport Castonguay les annonce abondantes au point même, comme en Grande-Bretagne, d'introduire la loi de la compétition dans le réseau public lui-même. La DN, dans un mémoire en 2006, avait favorisé les cliniques sans but

lucratif, formules élitistes servant aussi de modèles au rapport Castonguay pour justifier des frais supplémentaires, qui sont aussi différentes des cliniques privées que Desjardins l'est des banques.

La DN relègue met en sourdine sa proposition de Pharma-Québec, une priorité de l'ancienne plate-forme, qui a pour but d'être à la fois un monopsonne et un compétiteur par rapport aux transnationales pharmaceutiques, un pôle économique québécois, ce qui n'est pas le cas de la très néolibérale Nouvelle-Zélande qui sert d'exemple. La prudence de la DN vient peut-être qu'elle réalise qu'implanter Pharma-Québec risque de provoquer l'ire de cette grappe industrielle de haute technologie et ainsi provoquer une grève ou un sérieux ralentissement de ses investissements malgré la généreuse politique gouvernementale de crédits fiscaux et de subventions.

Pourquoi d'ailleurs faudrait-il gaspiller de précieuses ressources fiscales pour monter un secteur parallèle alors que le Québec regorge d'actifs pharmaceutiques ? Pourquoi ne pas les nationaliser comme le gouvernement Allende l'avait fait pour le cuivre c'est-à-dire en déduisant du prix d'achat les super-profits passés ? Mais la porte-parole en chef a traité publiquement de « *débiles* » les membres de Québec solidaire d'accord avec l'expropriation des monopoles pharmaceutiques à l'émission « Ouvert le samedi » du 11 novembre 2006 de la première chaîne de Radio-Canada.

On se réjouit qu'aussi sensibilisée par la campagne syndicale et étudiante pour l'éducation publique, la DN réclame la gratuité scolaire pour tout le post-secondaire y inclus les frais afférents et assimilés et un important réinvestissement du primaire à l'université. Mais pourquoi ne pas chiffrer ce réinvestissement de même que celui pour la santé publique ? Est-ce une montagne qui accouchera d'une souris comme lors de la dernière campagne électorale ?

Comme on l'a déjà dit, il existe une fraction bourgeoise, disons la bourgeoisie dite progressiste, qui est d'accord avec un réinvestissement ciblé dans l'éducation pour fin de compétitivité internationale. De plus, la bourgeoisie canadienne est parfaitement consciente de l'échec flagrant du système scolaire public primaire et secondaire des États-Unis, amplement prouvé par les tests internationaux de l'OCDE. Seul compensent leur système post-secondaire et leur force économique qui attirent et retiennent une pléthore de talents étrangers, autrement dit le pillage des cerveaux, ce que le Canada et le Québec ne peuvent faire que sur une échelle réduite.

Pour ne pas déplaire à la bourgeoisie, la DN leur laisse leurs écoles (et leurs garderies) privées en autant qu'elles ne soient plus subventionnées. C'est pourtant là un outil précieux pour sa reproduction et un obstacle à la socialisation citoyenne par l'école publique. C'est aussi admettre l'existence d'écoles religieuses, qui forment une partie des écoles privées, donc d'écoles sectaires. Est-ce là « *[r]econnaître les accommodements raisonnables, y compris de nature religieuse, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux valeurs d'égalité entre les genres et ce conformément à la Charte des droits et libertés du Québec.* » ? Quant à la fin des subventions, Québec Inc. réalise lui-même que l'ampleur de l'école privée au Québec, un championnat canadien, vide trop l'école publique des étudiants qui ont le plus intériorisé l'idéologie de

la compétition et de la performance tout en diluant l'élitisme de ses écoles privées bien à elle. Alors pourquoi pas renoncer aux subventions, se dit la bourgeoisie éclairée, alors que les frais de scolarité sont de toute façon déductibles d'impôt.

Quelle mouche a piqué la DN pour prendre parti, par sa plate-forme en plus, dans le faux débat sur la réforme de l'enseignement au primaire et au secondaire ? Réforme ou pas réforme, le système scolaire public court à l'échec parce qu'il a subi l'hécatombe péquiste-libéral de la fin des années 90, qu'il n'a pas eu droit depuis à la relative re-priorisation accordée à la santé publique, qu'il subit de plus en plus l'assaut de l'école privée et celle de la segmentation élitiste de l'école publique elle-même, qu'il encaisse les conséquences de la crise de la famille due à l'augmentation des inégalités et de la précarité, et enfin qu'il fait face au défi de l'intégration de nouveaux arrivants qui forment une proportion de plus en plus grande des élèves et étudiantes, surtout à Montréal.

L'intégration des nouvelles arrivantes et des personnes handicapées (et des aborigènes au moins hors réserve) à la fonction publique et dans les services publics en proportion de leur poids démographique, tout comme pour les fournisseurs et sous-traitants privés de l'État, constitue l'axe de toute politique sérieuse et crédible de leur intégration à la nation et à la société québécoise et la meilleure façon de clore le débat débilisant sur les arrangements raisonnables. La NPF a raison d'en parler. Mais pourquoi citer les chiffres de ces proportions sans les assigner comme normes d'emploi à atteindre d'ici, disons, 2020 avec échéances intermédiaires ? Parce que ces personnes ne seraient pas assez *efficientes* pour les entreprises privées ce qui nuirait à leur compétitivité internationale ?

La NPF a raison de réclamer 20 000 nouvelles places dans les Centres de la petite enfance (CPE) publiques. (On ne se plaindra pas des trop rares engagements chiffrés de la NPF.) Cependant, il ne faut pas oublier que l'entreprise privée, qui se plaint de plus en plus de pénurie de main d'œuvre que par ailleurs elle ne veut pas payer convenablement, souhaite que toutes les mères de jeunes enfants retournent sur le marché du travail sans qu'elles ne puissent invoquer la pénurie et la cherté des garderies pour soit rester à la maison soit réclamer un salaire pouvant compenser des frais élevés de garderie. Pourquoi les garderies, dans le cadre d'une politique de salaire minimum d'au moins 12.00 \$ l'heure indexé, ne seraient-elles pas gratuites comme le sont ou devraient l'être l'école et la santé publiques ? L'éducation des marmots serait-elle moins importante que celle des élèves et des étudiantes ?

Cette universalité suffisante et gratuite, combinée avec une politique de plein emploi écologique dans le cadre de l'indépendance, ne serait-elle pas une politique essentielle pour hausser le taux de fécondité au moins au niveau du remplacement de la population et en même temps une assurance identitaire favorisant un meilleur accueil des nouveaux arrivants ?

Ce n'est pas là la seule timidité programmatique sur la question des femmes. Comme tous les autres partis politiques québécois, la NPF ignore complètement la question des industries du sexe, particulièrement celle de la prostitution. Le mouvement féministe est divisé sur cette dernière question entre les « abolitionnistes » et les

« réglementaristes », cette division étant un excellent prétexte pour les hommes de s'en laver les mains. Pourtant de 10 à 12% en sont des « clients », c'est-à-dire des prostitués. Étant donné la culture anémiant du consensus de la gauche québécoise qui paralyse le débat politique, la NPF s'abstient. On ignore ainsi l'explosion des industries du sexe causée par la culture de l'entrepreneuriat et le libre-échange néolibéraux au point que la traite à des fins de prostitution des femmes et des enfants de même que le tourisme pour fin sexuelle sont plus importants que ceux illicites des drogues et de l'armement.

Faut-il ignorer que la légalisation de la prostitution aux Pays-Bas a fait exploser la prostitution tout en ne réglant en rien la question de la clandestinité : les personnes prostituées fuient les bordels légaux dominés par les proxénètes et les « zones franches » loin des lieux habités. Par contre, en Suède, l'abolitionnisme, qui a fait diminuer de façon drastique la prostitution, criminalise le proxénétisme et l'«achat de services sexuels», décriminalise l'activité des personnes prostituées, fait des campagnes de prévention et offre les mêmes services aux personnes prostituées qu'aux femmes victimes de violences (physiques, psychologiques et sexuelles), tout en ayant des services particuliers aux personnes prostituées qui désirent quitter l'activité.

La crise ? Quelle crise ?

Il ne faut pas chercher dans la NPF une anticipation de la crise économique qui s'annonce ce qui va rendre encore plus impératif une politique de plein emploi écologique et une stratégie de financement à l'avenant. En cela, la DN fait écho aux pronostics béats des analystes patentés à quelques exceptions près. La crise économique aux États-Unis est de moins en moins niée même en haut lieu, tant les faits deviennent de plus en plus probants, même si on met encore en doute son éventuel profondeur et longévité.

C'est là ne pas réaliser l'ampleur de la crise de surproduction masquée jusqu'ici à coups d'épuisement des épargnes des ménages et de surendettement de l'ensemble des acteurs économiques que ce soit par les hypothèques (de pacotille) des ménages, par les rachats par effet de levier des entreprises et par la baisse des impôts simultanément avec la hausse vertigineuse des dépenses militaires de l'État. Déjà la politique monétaire d'injections massives de fonds et de baisse de taux d'intérêt à court terme est quasi épuisé aux États-Unis avec un taux d'intérêt réel, c'est-à-dire ajusté pour l'inflation, s'approchant de zéro à cause d'une inflation persistante causée par la cherté du pétrole et des aliments, d'où la hantise de la stagflation. Reste une modeste marge de manœuvre pour la politique fiscale que le gouvernement Bush vient d'entamer et qui pourrait freiner quelque temps la descente après l'accalmie de l'automne 2007 qu'avait permise l'agressive politique monétaire de la banque centrale étasunienne relayée par celles du Canada et de l'UE.

Beaucoup d'analystes prétendent que l'économie étasunienne n'étant plus ce qu'elle était, leur crise pourrait être découplée de l'économie mondiale qui serait entraînée par le moteur asiatique. Il n'est pas du tout évident que l'économie chinoise ne serait pas

frappée par une sérieuse crise économique aux ÉU. Les découpleurs soulignent sa croissance élevée de la consommation interne depuis peu et son très haut taux d'investissement par rapport au PIB. C'est oublié bien vite que la locomotive de ce dynamisme interne sont les exportations qui constituent 42% du PIB chinois, en termes de taux de change, et qu'entre le cinquième et le quart de celles-ci sont destinées au marché étasunien. La carte maîtresse de l'insertion chinoise dans le marché mondial demeure ses bas salaires et ses mauvaises conditions de travail, malgré une hausse de la riposte sociale qui les améliore, ce qui empêche toute croissance du PIB au taux actuel, environ 10%, sur la base du développement du marché intérieur. On invoque aussi les amples réserves de change qui pourraient soutenir une massive politique anti-cyclique. C'est aussi oublier bien vite que leurs placements aux ÉU et de plus en plus en investissements directs à travers le monde pour fins d'approvisionnement en énergie et autres matières premières sont nécessaires à prévenir l'effondrement de la stratégie exportatrice chinoise.

Même si la Chine tenait le coup, ça ne veut pas dire que cette prétendue bénédiction pourrait inclure le Canada qui exporte aux ÉU 30% de son PIB (20% en termes de valeur ajoutée au Canada même) sans compter les importants investissements directs du capital financier canadien aux ÉU par lesquels se répercutent au Canada la crise financière causée par les hypothèques de pacotille et ses produits dérivés. Quant à l'économie canadienne, elle est découplée elle-même entre l'Ouest et l'Est, cette dernière étant dépendante davantage de son industrie manufacturière plus sensible à la fois aux exportations vers les ÉU et à la concurrence de l'Asie du Pacifique, sans oublier la hausse du huard, en grande partie un reflet déformé des difficultés de l'économie étasunienne. Pour le bois d'œuvre et les pâtes et papiers, cette crise conjoncturelle se combinerait à une crise structurelle déjà bien avancée et qui n'est pas terminée.

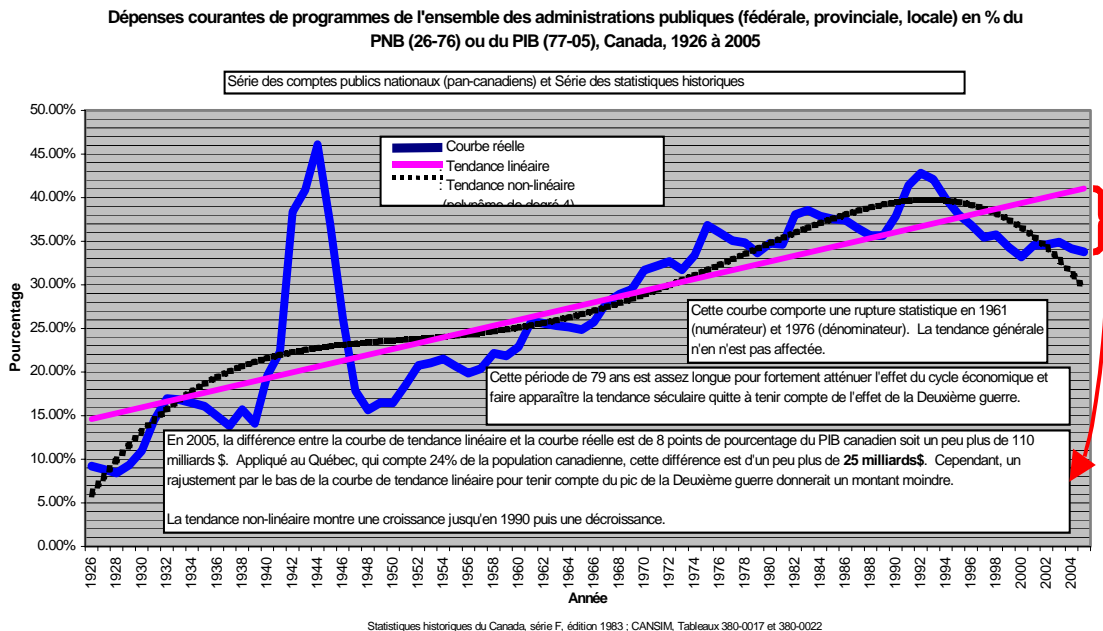
Selon le récent rapport du FMI, le ralentissement de l'économie des ÉU aura un impact plus fort que prévu sur l'économie canadienne. Les toutes dernières statistiques applicables à décembre 2007 par rapport à novembre pour le Québec, en termes désaisonnalisés et en dollars courants, révèlent une chute, parfois importante, tant pour la fabrication (-2%) mais c'est pire en Ontario (-6%) à cause de l'industrie automobile, pour la construction (-14%) et les ventes en gros (-1%). Les ventes au détail de décembre 2007 au Québec sont en dollars réels moindres que celle de décembre 2006. Quant aux exportations, elles ont chuté de 10% de décembre 2006 à décembre 2007 pour le Canada, en dollars courants pendant que la croissance des profits y stagnaient au quatrième trimestre.

Bien sûr, un mauvais mois de décembre ne fait pas une récession. Après tout, après la frousse de la fin de l'été, l'économie s'était ressaisie sous l'effet d'un laxisme monétaire débridé. Cette fois-ci, les mesures fiscales étasuniennes pourraient faire de même. Cependant, les déséquilibres structurels resteraient entiers. Un parti politique de gauche, sensible aux effets drastiques d'une éventuelle crise économique sur le peuple travailleur, ne peut faire autrement, dans le cadre d'une plate-forme électorale, que de prévoir un ensemble de mesures anti-crise. La DN n'en fait rien, faisant semblant qu'il y aura toujours une abondance de richesse à imposer comme ce fut le cas durant les derniers quinze ans, depuis la dernière crise économique du début des années 90.

Pour un keynésianisme anticapitaliste

La NPF veut imposer davantage les profits, revenus élevés et gains de capitaux tout en diminuant les échappatoires et en modulant écologiquement et socialement la taxe de vente. Fort bien. On peut quand même s'étonner du silence sur les impôts fonciers, les municipalités étant une responsabilité constitutionnelle provinciale. La logique des impôts fonciers incite les municipalités à favoriser l'étalement urbain par la compétition fiscale des banlieues au détriment des centre-villes, la construction de méga-projets anti-patrimoniaux de type Griffintown, la construction de logements luxueux et privés tout en décourageant celle des logements sociaux sans compter qu'elle taxe directement ou indirectement les 40% des ménages épargnés par l'impôt sur le revenu parce que trop pauvres.

On note l'absence totale d'objectifs chiffrés. Est-ce que ce sera le pétard mouillé de six milliards \$ de nouveaux revenus proposé lors de la dernière campagne électorale, ce qui ne permettrait aucunement de financer l'ensemble des engagements électoraux de la NPF à moins de se contenter d'améliorations marginales. Il y a là du flou artistique très politicien pour à la fois rassurer la bourgeoisie sans mécontenter sa base. Pourtant, si l'on renouait avec la tendance historique du ratio dépenses publiques versus la production nationale, il faudrait que l'ensemble des niveaux de gouvernements dépendent au Québec de 20 à 25 milliards \$ de plus (voir graphique ci-contre). Si on en revenait au pics de 1944 et de 1992, le niveau des dépenses publiques au Québec serait respectivement de 40 milliards \$ et de 30 milliards \$ de plus. On dira qu'il n'est pas raisonnable de comparer avec les dépenses publiques du temps de la dernière guerre mondiale. Mais si « l'effort de guerre » le justifiait-il alors, pourquoi l'effort écologique et égalitaire ne le vaudrait-il pas maintenant, surtout si éclatait une crise économique de grande ampleur ?



Dans la mesure où la crise se déploiera, la question ne sera d'ailleurs plus quelle part du revenu du capital convient-il d'aller chercher pour des fins publiques mais quel ampleur faut-il donner aux dépenses publiques pour créer un supplément de revenu national. Cette question est loin d'être abstraite quand on constate les déclarations des Conservateurs et des Libéraux du Québec sur leur volonté de ne pas faire de déficit malgré l'imminence de la crise économique. Même Desjardins commence à douter d'une telle sagesse de comptable obtus. On peut d'ailleurs penser qu'avec le déploiement de la crise, le capital financier, à cour de placements rentables, redécouvrira la vertu des déficits publics tout comme il l'a fait au Japon dont l'économie est en stagnation depuis plus de dix ans.

La gauche doit-elle accepter le retour des déficits qui permettent la servitude de l'État envers le capital financier ? Ne faut-il pas distinguer endettement auprès du capital financier et endettement auprès de la Banque centrale en autant que celle-ci n'est pas abandonnée à la gouverne du capital financier comme ce fut la cas sous le néolibéralisme ? Souvenons-nous que les premières décisions politiques des gouvernements Blair et Lula furent de réaffirmer « l'indépendance » de leur banque centrale et, dans le cas du Brésil, la reconnaissance de la dette internationale. Une revendication cruciale d'un Québec indépendant serait la création d'une banque centrale du Québec, donc d'une monnaie québécoise, contrôlée par l'Assemblée nationale donc sa transformation en outil de développement économique et de moyen privilégié de lutte anti-crise.

Keynes avait réalisé la nécessité du renversement logique entre revenus et dépenses au cœur de la grande dépression des années trente car l'économie capitaliste s'installait dans un équilibre durable et profond de sous-emploi. Il avait aussi compris que le piège de la « trappe de liquidité » rendait inopérante la politique monétaire car l'absence d'occasions d'investissements rentables — aujourd'hui, il ajouterait le sur-endettement des ménages — amène les entreprises et les riches à conserver en liquides, donc à spéculer, leurs avoirs monétaires sans investir (et les ménages à rembourser leurs dettes et même à augmenter leur taux d'épargne au lieu de dépenser, ce qui d'ailleurs fait douter de l'efficacité du plan fiscal Bush). D'où une intervention musclée de l'État en termes de dépenses publiques financées par la planche à billets c'est-à-dire par l'émission monétaire de la Banque centrale.

Keynes avait compris qu'il ne s'ensuivrait pas une gigantesque inflation car ces dépenses publiques mobiliseraient d'amples ressources inutilisées que ce soit la grande masse des sans emplois de toutes compétences comme une pléthore d'équipements laissés en plan. Comme le but de Keynes était de sauver le système capitaliste de ses turpitudes, et non de le renverser, il avait sous-estimé l'ampleur de la grève des investissements du capital, en particulier du grand capital, qui attendait de la grande dépression une amélioration de la rentabilité d'une part par une baisse drastique des salaires et d'autre part par la ruine des PME avalées à vil prix par les « trust ». Ainsi, le « New Deal » de Roosevelt, après avoir donné quelques résultats, s'épuisa-t-il rapidement à la fin des années trente pendant que se renforçait la riposte syndicale. Il fallut la compétition guerrière entre les grands pays impérialistes pour la conquête de marchés devenus rachitiques, en particulier la militarisation des grandes puissances

sans colonies et sans zones d'influences, en premier lieu de l'Allemagne, pour convaincre le grand capital des vertus du keynésianisme.

Le keynésianisme a réussi comme une politique guerrière et pas autrement. Après la Deuxième guerre mondiale, les dites « trente glorieuses » n'auraient jamais été possibles sans l'économie de guerre permanente de la guerre froide contre le pseudo danger communiste, embrigadement idéologique qui gangrenait la radicalité ouvrière, issue de l'hécatombe de la guerre, préparant ainsi la voie à la contre-offensive néolibérale. Contrairement aux plus tenaces légendes urbaines, le néolibéralisme n'a pas été anti-keynésien mais un keynésianisme guerrier lui aussi mais sans prix de consolation pour le peuple travailleur à qui on reprend les concessions consenties après la Deuxième guerre par peur de la révolution. On a qu'à songer à la politique des super déficits budgétaires des présidences Reagan et Bush père et fils où les dépenses militaires ont été la locomotive de l'économie étasunienne tout en assurant aux ÉU la victoire de la guerre froide puis le déclenchement de la guerre chaude du pétrole devenue guerre permanente contre le terrorisme.

Aujourd'hui, la tâche d'un parti de gauche est d'opérer le grand tournant d'un keynésianisme de gauche qui n'a jamais existé comme politique aboutie car un keynésianisme de gauche réussie ne peut être qu'un keynésianisme anticapitaliste. On dira qu'un tel tournant n'est possible que dans un grand pays indépendant, pas pour la province canadienne de Québec. C'est ignorer la force et les possibilités d'un indépendantisme anticapitaliste et internationaliste.

Une indépendance anticapitaliste et internationaliste...

L'économie québécoise a l'immense chance historique de n'être pas lestée par une archi-polluante, rentière et politiquement débilite extraction pétrolière à l'albertaine, pas plus, contrairement à l'Ontario, que par une structurante industrie automobile qui est au cœur de la matrice de l'anti-écologique et individualiste consommation de masse, ni non plus par une parasitaire City, Wall Street ou Bay Street. À condition de résister à la panacée du développement hydroélectrique et de ses dépendantes industries énergivores (aluminium, pâtes et papiers), dont les dévastations écosystémiques effacent la faible contribution à l'effet de serre, le virage écologique de l'économie québécoise nécessiterait peu de grandes reconversions sauf, legs de la cour fédéraliste à Québec Inc., son industrie militaire. Faut-il ajouter que l'héritage de la révolution tranquille est à ces égards, contrairement aux systèmes d'éducation et de santé en autant qu'on cesse de les charcuter, loin d'être positif : la modernisation du Québec a sacrifié les points forts de sa trame industrielle en la déconnectant de sa structure de consommation, devenue de masse, au bénéfice de l'Ontario, de l'Alberta et des ÉU.

Heureusement, l'économie québécoise est encore capable de production de moyens de transport public (autobus, métro, trains), de transmission/distribution d'énergie et est forte de services d'ingénierie capables du meilleur et du pire, sans compter une trame urbaine qui n'est pas encore l'araignée tentaculaire qu'est Toronto. Les fameuses grappes industrielles que sont l'avionnerie, la pharmacie et la téléinformatique des

logiciels et des services ont certainement besoin de réorientation et, sans doute, partiellement de reconversion. Par exemple, les fabricants de logiciels ludiques peuvent tout aussi bien faire des logiciels pédagogiques. Quant au secteur agro-industriel, on l'a vu, s'impose une reprise en main nationale/sociale de la grande distribution qui présidera à la restructuration de la transformation et les méthodes de production agricole dans le sens de la souveraineté alimentaire. Pour ce qui est du lobby du ciment et de l'asphalte, il est certainement partiellement recyclable vers un vaste programme écologique de construction/rénovation domiciliaire. Si l'industrie du vêtement et du textile a été lessivée par le libre-échange, sans tendre au protectionnisme, elle peut se spécialiser, ce qu'elle fait déjà, dans le cadre d'un marché mondial respectueux de règles sociales et environnementales.

Ce tournant écologique serait aussi un programme économique anti-crise dans le cadre d'une collaboration économique inter-étatique. Pourquoi un Québec indépendant ne se joindrait-il pas à l'ALBA en commençant par assurer son approvisionnement pétrolier, qui sera malheureusement nécessaire dans la période transition, contre des services d'ingénierie, déjà présents au Venezuela, et de santé ? Un exemple possible parmi mille autres car il ne s'agit pas de construire une économie autarcique bien qu'il faille pleinement prendre en compte les faramineux coûts économiques et environnementaux du transport à longue distance. Une économie internationale anticapitaliste, à l'inverse du libre-échange néolibéral, privilégierait la libre circulation des idées et des personnes, travailleuses et étudiantes, en abolissant « propriété intellectuelle » et entraves à l'immigration, limiterait la circulation des produits et services à ce qui est indispensable et interdirait le libre mouvement des capitaux sauf accord inter-étatique.

L'avantage immédiat de l'indépendance anticapitaliste est la rupture avec un fédéralisme guerrier et anti-Kyoto. C'est là le premier pas indispensable d'un tournant écologique. Le deuxième pas est qu'il permettrait à l'État du Québec d'exproprier sans tarder les institutions financières, le cœur du capital financier fédéraliste, (et d'encadrer et de réformer Desjardins, la Caisse et les Fonds de solidarité) de sorte à prendre le contrôle de l'épargne et de l'investissement nationaux sans lequel aucune politique alternative n'est possible. C'est d'ailleurs là l'erreur stratégique du chavisme masquée un certain temps par la gigantesque rente pétrolière qui permettait une certaine cohabitation du néolibéralisme et de l'antinéolibéralisme, contradiction mise à nue par la récente défaite référendaire et la dérive autoritaire accentuée depuis lors vers un capitalisme national... complètement dépendant du marché mondial. En corollaire, seraient aussi expropriés les pilleurs et les accapareurs de ressources naturelles tout comme les secteurs stratégiques de la santé — aucune pitié pour ces pharmaceutiques qui laissent mourir les sidatiques pauvres et qui crèvent le budget de la santé publique tout en polluant les corps — des communications et des transports.

...fondée sur la démocratie participative, politique et économique

Bien sûr, l'État bureaucratique n'est pas, n'est plus une alternative au marché mondial des transnationales. La catastrophique bureaucratisation des tentatives révolutionnaires du XX^{ie} siècle est devenue le grand défi du socialisme du XXI^{ie} siècle.

Le rejet de la bureaucratisation est d'ailleurs le maillon faible du système de santé sur lequel mise à fond le rapport Castonguay et qu'appuient dans l'enthousiasme PLQ, PQ et ADQ et sur lequel la DN reste silencieuse. Si importante soit-elle, la privatisation par la transformation des cliniques privées en cliniques spécialisées et, éventuellement, en petits hôpitaux ne constitue que le hors d'œuvre de l'offensive Castonguay, presque une diversion qui cache la transformation de tout le système par la loi de la concurrence à la mode de la Grande-Bretagne et de la Suède. Comme pour la privatisation par les cliniques privées, les conséquences en seront la médecine expéditive et curative aux dépens de la prise en charge polyvalente de la personne en mauvaise santé et de la prévention, et au profit de l'industrie pharmaceutique et de la sous-traitance systématique par l'industrie de la santé, des joueurs autrement plus costauds que les PME que sont les cliniques privées, d'autant plus qu'ils pourront se prévaloir de l'ALÉNA.

Il faut sortir de cette impasse d'avoir à choisir entre le Charybde de l'oppressive et gaspilleuse bureaucratie étatique et le Scylla du « libre marché » anarchique et excluant contrôlée par une poignée de transnationales. Les CLSC originaux du début des années 70, tout comme les garderies populaires, donnaient un début de réponse : le contrôle et la gestion par les usagers, les parents et les travailleuses de concert avec l'État. Ces réponses furent bien sûr très partielles et finalement étouffées par la bureaucratie gouvernementale, malgré l'héroïque survie des garderies autonomes à but non lucratif grâce à la ténacité des femmes. La réforme du système de la santé a certes un volet économique : boucher les trous du panier percé causés par les prix des médicaments et par la castonguette, que seul l'inhumaine pénurie de médecins a permis de contrôler, et réinvestir massivement. Elle a aussi un aussi essentiel volet démocratique : la démocratisation de l'appareil gouvernemental de haut en bas, des ministères aux centres de soins et écoles.

Le cœur décisionnel de l'appareil gouvernemental concerne le budget. La gauche du PT brésilien, un moment à la tête de la ville de Porto Alegre, avait développé l'expérience du « *budget participatif* », expérience certes limitée par le cadre étroit du pouvoir municipal et qui fut ensuite récupérée par la Banque mondiale et la droite du PT comme moyen de lutte contre la corruption et comme truc électoraliste. Reste que cette expérience fut d'abord conçue comme un moyen de lutte à la fois contre les lobby d'affaires et contre la bureaucratie municipale qui tous les deux se cristallisaient au sein du Conseil municipal. Pourquoi la NPF l'ignore-t-elle même si cette expérience ne peut se réduire à la caricature pratiquée sur le Plateau Mont-Royal ? Pourquoi la NPF ne propose aucune mesure de contrôle populaire et syndical des services publics et des programmes sociaux ? Est-ce pour mieux faire la promotion de l'économie sociale ?

Pourquoi se contenter de « *[m]ettre sur pied une Commission de la vie démocratique et de la citoyenneté (CVDC)* » pour seulement « *aborder* » des mesures aussi élémentaires que l'imputabilité, la révocabilité, la parité et les référendums d'initiative populaire ? Le gouvernement de droite de la Colombie britannique n'a pas craint d'instaurer la révocabilité. La très conservatrice Suisse et beaucoup d'états étasuniens tiennent depuis longtemps des référendums d'initiative populaire. Pourquoi ce recul sur la parité femmes-hommes par rapport à l'ancienne plate-forme ? Le souci louable des modalités ne doit pas être un prétexte pour ne pas les revendiquer haut et clair. Pourquoi aussi cette timidité de la réforme du mode de scrutin, proportionnel à moins de 50%, même s'il est compensatoire, ce qui amplifie le contrôle de la liste proportionnelle par les états-majors des partis ? Est-ce là une manifestation de la peur de l'expression par en bas de la démocratie ?

La faiblesse des revendications démocratiques deviennent abdication quand la NPF se contente de demander d'« *[o]rganiser des états généraux sur la concentration de la presse* » comme si cette concentration au Québec, pire qu'au Canada anglais et qu'aux ÉU, n'était pas une entrave majeure à la démocratie québécoise. (Il semble que ce soit une habitude chez la DN de s'en remettre à des organismes inexistantes, tels CVDC, états généraux, comités forestiers et, on le verra, assemblée constituante, pour esquiver ses responsabilités de présenter des propositions claires et audacieuses.)

Pourquoi ne pas revendiquer le démantèlement des monopoles médiatiques et du financement corrupteur des médias par la publicité commerciale ? Pourquoi l'État devrait-il financer un monopole médiatique gouvernemental parallèle et de petits médias alternatifs soumis à la bureaucratie étatique ? (Seul la question nationale peut justifier une telle revendication pour contrer le fédéralisme mur à mur des grands médias existants.) Pourquoi pas une législation garantissant à tous les médias, qui ne pourraient qu'être à but non lucratif, un financement public en proportion de l'audience acquise, mesurée objectivement, complétée par des fonds de démarrage adjugés par des pairs comme cela se fait pour le domaine de la culture ?

Si, dans la NPF, le renforcement de la démocratie des institutions politiques ne transgresse pas le cadre néolibéral, tant s'en faut, la DN se garde bien de toucher au droit de gérance des entreprises privées. Tout au plus réclame-t-elle l'abrogation des lois scélérates anti-syndicales du gouvernement Charest, certaines mesure pour faciliter la syndicalisation dont la syndicalisation multi-patronale et un meilleur financement, sans préciser davantage, des organisations populaires. Ces revendications sociales-libérales sont certes nécessaires et à la gauche du néolibéralisme du trio PLQ/PQ/ADQ. On note aussi, comme on l'a vu, une volonté d'imposer davantage les entreprises mais de combien ?

Toutefois, on se garde bien de demander des comptes aux entreprises qui ferment leurs usines ou qui congédient, à celles qui délocalisent ou qui font la grève des investissements en redistribuant leurs profits, et parfois même leurs *cash flow*, en dividendes, rachats d'actions et rémunérations faramineuses à la haute direction. Pourquoi ne pas exiger l'ouverture des livres, peu importe que les entreprises soient

cotées on non à la Bourse, non seulement au niveau de l'entreprise mais aussi pour chaque lieu de travail ? Pourquoi ne pas exiger la constitution de comités de surveillance des comptes bancaires composés d'abord des travailleuses mais aussi de représentants des clients et d'élus locaux, régionaux et nationaux ? Après tout, de tels comités existent, au moins nominale, pour les caisses populaires et, dans plusieurs entreprises, pour la santé-sécurité.

Cette peur de la démocratie par en bas on la sent jusque dans l'organisation, à l'interne, du processus d'adoption de la nouvelle plate-forme. Comme on l'a dit, on propose aux membres non pas une plate-forme mais un mini-programme, ce qui compromet la démarche d'adoption du programme devant se terminer en 2009. Déjà que ce processus d'adoption du programme écarte la participation centrale des instances statutaires locales et régionales au profit de « *cercles de débats citoyens* » composés de deux non-membres et d'un membre, une imitation des *focus groups* de l'industrie du marketing, lesquels discuteront à partir de « *cahiers de participation* » provenant de la DN et de la commission politique. Ainsi, les instances statutaires de la base en seront-elles réduites au rôle d'organisatrices de ces *focus groups* avant qu'on leur consente à la toute fin du processus, après la synthèse en haut lieu des propositions des focus groups, le droit de discuter du contenu.

Pour digérer la NPF, document de 20 pages, et l'amender — le formulaire d'amendement donnait l'impression qu'il était interdit de faire des contre-propositions et des ajouts — on avait qu'un mois, soit du 18 janvier au 17 février. Par comparaison, pour le congrès des Libéraux provinciaux des 7 au 9 mars 2008, les trois documents de base (développement économique et régional, développement durable, et question identitaire et les relations du Québec avec le Canada) ont été mis à la disponibilité des membres sous forme de rapport d'étape dès le conseil général de septembre 2007 pour une première discussion. Durant l'automne, 1700 militants de la base en ont ensuite discuté dans le cadre d'une tournée régionale. Ces discussions ont montré la nécessité d'un quatrième rapport sur la famille lequel fut mis sur pied en janvier. Finalement, le congrès tranche. On parle donc d'un débat de six mois sur la base de documents pour une plate-forme de gouvernement... de 18 pages.

Belle leçon de démocratie participative à la DN. Cyniquement, on dira que le gouvernement Charest se foutra de cette plate-forme. Elle sera certainement ajustable. Mais ce que la DN a fait de la « nationalisation » de l'éolien et des revendications fiscales de la plate-forme de 2006, propositions venant de la base, n'est-il pas aussi preuve de grande flexibilité pour ne pas dire de refus d'obéir à la base ?

La souveraineté à toutes les sauces

Si l'écologie de la NPF est vert pâle, ses réformes socio-économiques rose pâle, sa profondeur démocratique celle d'un étang, son souverainisme est tout aussi hésitant malgré l'*astuce* de la « *souveraineté populaire* ». Celle-ci permet à la DN de se dédouaner sur le dos du bon peuple qui décidera de son avenir constitutionnel et social en assemblée constituante précédée d'une consultation et suivie d'un référendum, le

tout devant être précédé par la conquête de la majorité parlementaire par Québec solidaire. En attendant, qu'il suffise à la DN de se dire « *souverainiste* » dans un point mineur de l'avant-dernier paragraphe de sa NPF tout en promettant d'en faire la « *promotion* ». Comment ? Comme on fait la promotion d'une marque de savon ?

Ce tiède souverainisme déteint sur la question du droit à l'autodétermination des nations autochtones et inuit à qui on ne reconnaît pas le droit de se séparer de la province canadienne de Québec taillée à même leurs territoires en 1898 et 1912, ce qui n'est pas leur reconnaître du tout leur droit à l'autodétermination. Se reconnaître un droit qu'on ne reconnaît pas aux autres est pure hypocrisie. Combien de fois faudra-t-il le rappeler ? La question test de la gauche canadienne anglaise est l'appui à l'indépendance du Québec, et non pas celle du droit de se séparer, parce que la question nationale québécoise est le maillon faible réellement existant du pouvoir de la bourgeoisie canadienne.

La question test de la gauche québécoise est la reconnaissance aux nations autochtones et inuit habitant en tout ou en partie le territoire de la province canadienne du Québec du droit de s'en séparer. Cette reconnaissance constitue la preuve de fer que l'indépendantisme de la gauche québécoise est strictement internationaliste, le refus d'un État canadien conquérant, opprimant et méprisant qui empêche la solidarité des peuples. Elle signifie que la gauche rejette le nationalisme péquiste et bloquiste, peu importe qu'il soit à saveur civique ou ethnique, simple expression de la différence pour la différence afin de donner une base territoriale à un Québec Inc. qui n'en veut même pas. Ce désaveu explique l'impossibilité réactionnaire du projet péquiste repris par le nouveau parti Indépendantiste, écœuré de la dénégation du PQ et de la tiédeur de Québec solidaire, mais incapable de sortir de l'ornière nationaliste sauf à la creuser davantage.

On reconnaît dans la position de la DN la traditionnelle position peureuse de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière et même de la fraction nationaliste de la bourgeoisie des PME : frustrées que les pouvoirs essentiels, surtout depuis la globalisation des marchés, et que l'argent soient à Ottawa mais en même temps arc-boutées sur le statu-quo par peur d'un soulèvement populaire à la mode 1968 qui leur ferait perdre leur relatifs privilèges. À la limite, la position constitutionnelle de Québec solidaire, s'il fallait encore une fois maîtriser une nouvelle vague de libération nationale, pourrait être plus gérable du point de vue de la bourgeoisie que l'étapisme référendaire maintenant abandonné par la direction péquiste et encore plus que le nouveau *référendisme* populaire de SPQ-libre, aile gauche du PQ. Comme l'a démontré la *grande peur* de la bourgeoisie lors du référendum quasi gagné de 1995, le va-tout référendaire est peut-être plus risqué que le long processus institutionnel constituant qui permet toutes les manipulations.

La tournure de l'Assemblée constituante bolivienne en a fait la démonstration. Demande populaire de la rue à l'origine, l'Assemblée constituante a permis au gouvernement Morales, qui a pris le pouvoir par les urnes une fois que la rue se soit tue et parce que la rue s'était tue, de canaliser la colère populaire qui couvait sous les cendres tout en s'arrangeant, malgré une majorité absolue, de tendre la main à la droite

qui ne l'a pas pris, tellement elle est réactionnaire et raciste, mais qui en a profité pour se reconstruire, après sa défaite électorale cinglante, et paralyser le faible réformisme gouvernemental. À l'opposé, le référendum bolivarien de décembre 2007 a permis à la base populaire du chavisme de dire non à l'autoritarisme et à la corruption bureaucratiques par son abstention massive sans que la droite réactionnaire et *golpiste*, malgré les apparences, puisse se revêtir du manteau de la victoire. Reste à la direction chaviste de comprendre l'appel démocratique et socialiste de cette défaite et non pas de se crispier, ce qui effectivement renforcerait la droite.

Par contre, l'Assemblée constituante bolivarienne de 1999, suite de la mobilisation populaire et électorale ayant porté Hugo Chavez au pouvoir, avait permis de constitutionnaliser la débandade de l'ancien régime et de consolider le nouveau régime qui cherchait sa voie, avant que la pression populaire ne la lui montre en 2002. Cette constitutionnalisation permettait aussi de gagner du temps car le chavisme ne bénéficiait pas encore de la manne pétrolière, le prix du pétrole amorçant à peine sa remontée, et que Pétrole-Venezuela, si l'on peut dire, se comportait comme un État dans l'État. Pour ce qui est de l'Assemblée constituante équatorienne qui ne connaît pas la levée de boucliers à la Bolivie de la droite, parce que celle-ci a gaspillé à perte ses munitions sans succès pour l'empêcher, il est encore trop tôt pour savoir si elle sera une étape vers l'avant ou une consolidation de compromis boiteux. Somme toute, l'exercice de la souveraineté populaire par une Assemblée constituante suivi d'un référendum, soit qu'elle soit un substitut de la rue soit son prolongement, peut être un pas en arrière comme un pas en avant.

Pour un Québec solidaire anticapitaliste et indépendantiste

La base sociale de la DN — petite bourgeoisie du Plateau, bureaucratie de gauche populaire et syndicale, gestionnaires de l'économie sociale et leur intelligentsia universitaire — et son corollaire de pratique électoraliste fait de sa proposition d'Assemblée constituante un substitut à la mobilisation populaire. Cependant, comme la base sociale du parti proprement dit est différente de la base de la DN, la proposition d'Assemblée constituante est aussi une concession à cette base plus populaire et plus indépendantiste, car la DN aurait préféré d'en tenir à une simple consultation comme la porte-parole en chef l'avait fait valoir dans sa plaquette « *Bien commun recherché* ». Il ne s'agit donc pas de s'opposer au processus d'Assemblée constituante, qui permet de faire la jonction entre question nationale et question sociale, mais d'en subvertir le sens, ce qui suppose un retournement programmatique de Québec solidaire dans un sens anticapitaliste et indépendantiste et un renversement du verticalisme bureaucratique interne au profit d'une effective démocratie participative et pluraliste qui s'interdit l'expulsion de la dissidence et permet aux collectifs de jouer leur rôle oppositionnel.

Comme palliatif immédiat, et comme main tendue à SPQ-libre coincée dans le PQ, il n'est pas dit que leur proposition de référendum populaire ne pourrait pas être combinée à l'actuelle proposition de la NPF comme politique d'assurance en cas de tergiversation fort probable de la DN et comme porte ouverte à une mobilisation de la rue. Cette position combinée serait une stratégie crédible qui permettrait de briser le cul-de-sac

suicidaire du stérile débat entre le Charybde *référendiste* du PQ avant Marois et le Scylla de l'élection référendaire des purzédurs. Cette position permettrait encore plus de se démarquer de la souveraineté-comme-discours-du-dimanche de l'actuelle direction Marois et de l'ethnisme à rebours inhérent du nouveau parti Indépendantiste qui rejette le « *bloc canadien* », c'est-à-dire les anglophones, en dehors du peuple québécois comme le dit son nouveau chef dans un texte sur le site web Virgile, ce qui ouvre la porte à une proclamation de l'indépendance du Québec par une simple majorité de députés élus sur la base du système uninominal à un tour et sans réclamer dans son programme un vote à la proportionnelle.

La jonction de la gauche syndicale à la gauche populaire sur la base d'une re-dynamisation de la lutte pour l'indépendance, en plus d'arrêter la perte de certains militants vers le parti Indépendantiste et même le PQ, créerait les conditions d'un renouvellement du débat sur l'orientation générale du parti. Y prendrait forcément plus de place le débat sur la lutte contre le chômage et, par là, celui sur le plein emploi, ce qui ouvrirait la porte à la revendication cruciale de la diminution du temps de travail sans baisse du salaire et avec emploi compensatoire — semaine de 35 heures tendant rapidement vers 32 heures — et leurs corollaires, l'interdiction des mises à pied par fermetures ou congédiements massifs et un plan de développement écologiquement soutenable et répondant aux élémentaires besoins sociaux.

Cette jonction permettrait de battre en brèche la mentalité « née pour un petit pain » qui crée la peur des bouleversements structureaux pourtant commandés par les crises écologique, politique et économique qui se déploient de plus en plus rapidement et qui se renforcent les unes les autres. Il y aurait plus de chance de sortir du piège parti « gros groupe populaire » qui ne conçoit son rôle que comme porteur sur la scène électorale des revendications minimalistes des groupes populaires et des syndicats marqués par une génération de défaites dans la rue... et en abandonnant la rue. Ce triste constat s'applique aussi au mouvement syndical mais à deux différences près. La dimension nationale des centrales équipées du savoir-faire de leurs appareils, si bureaucratiques soient-elles, de même que le mur de la défaite stratégique de décembre 2005, malgré la présente profonde démobilisation à la base, force le mouvement syndical à penser autrement même si ça sera un processus long et pénible. On le sent dans les textes du SPQ-libre malgré leur enfermement suicidaire dans le nationalisme péquiste.

Il s'agirait là de conditions propices auxquelles, cependant, il faudra un additif pour que la sauce prenne. Manque, à l'intérieur comme à l'extérieur de Québec solidaire, un collectif anticapitaliste et indépendantiste qui se positionne en alternative à la direction sociale-libérale, et non pas qui fasse alliance avec cette direction ; qui propose un changement d'orientation, et non pas qui tente de seulement faire des amendements à la marge ; qui organise une interface organisationnelle entre le parti et les mouvements et luttes sociales qui dépasse l'appui mécanique aux luttes — mais la NPF laisse tomber les groupes écologiques qui s'opposent au développement hydroélectrique — et l'exhibition de la bannière aux manifestations — mais cette bannière n'était visible ni à la manifestation mondiale pro-Kyoto en décembre, ni à celle du Forum social québécois en

janvier, ni à celle contre la contre-réforme Castonguay en février alors que celle du NPD l'étaient aux deux dernières.

Il est politiquement irresponsable de laisser sans direction les membres du parti à la base qui tentent individuellement d'infléchir à gauche la NPF comme par exemple Hochelaga-Maisonneuve qui conteste son parti-pris hydro-québécois et la région de Montréal qui met de l'avant la semaine de 35 heures et une hausse plus substantielle du salaire minimum. Cette absence de direction alternative explique que seulement trois postes sur quinze à élire seront contestés et un se retrouve vacant. Voilà une belle occasion ratée pour présenter une équipe sur une base anticapitaliste et indépendantiste non pas pour gagner — il faudra pour cela une reprise quelque peu significative de la lutte sociale — mais pour faire connaître et construire l'alternative peu importe l'avenir de Québec solidaire comme organisation. L'abdication des collectifs se réclamant de Marx et de Trotski, plus intéressés à montrer patte blanche afin de se caser dans certains postes, tout en faisant de la surenchère idéologique à propos de l'écosocialisme, est inexcusable.

Marc Bonhomme, 25 février 2008